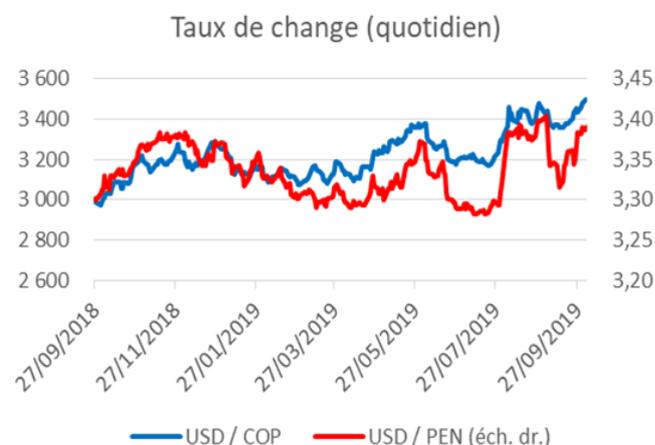
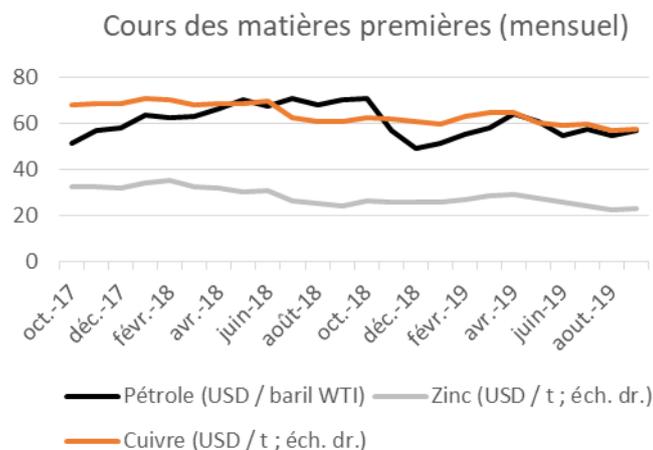




Région 2018 – Population : 140 M PIB : 818 Mds USD



### Des couvertures très hétéroclites par les systèmes de retraite.

Selon un nouveau rapport de la Cepal relatif aux défis des systèmes de pension en Amérique latine, les pays de la région se maintiennent dans la partie basse du classement du sous-continent pour l'étendue de la couverture de leur population en matière de systèmes de retraite. Cette sous-performance est notamment attribuable à la faible couverture des ménages les plus modestes, celle des ménages des quintiles de revenus les plus élevés étant en ligne avec la moyenne latino-américaine.

#### Part de la population active touchant une pension complète à la retraite

Pays / région	2000	2017
Bolivie	8,4%	16,9%
Colombie	22,5%	30,5%
Equateur	25,3%	37,0%
Pérou	11,9%	26,9%
Argentine	42,3%	56,2%
Brésil	40,4%	58,0%
Chili	48,4%	63,4%
Mexique	38,2%	36,3%
Uruguay	59,6%	81,1%
Amérique latine	34,8%	45,3%

#### Part de la population active touchant une pension complète à la retraite en fonction du quintile de revenus

Pays / région	1 <sup>er</sup>	3 <sup>e</sup>	5 <sup>e</sup>
Bolivie	2,0	12,6	35,2
Colombie	3,0	27,5	59,8
Equateur	19,3	35,8	66,2
Pérou	7,2	30,3	60,2
Argentine	19,5	46,5	66,2
Brésil	20,4	55,9	77,2
Chili	41,4	63,3	72,5
Mexique	4,7	25,1	51,3
Uruguay	34,7	69,3	89,2
Amérique latine	13,6	40,3	63,6

**Bolivie** 2018 – Population : 11 M PIB : 42 Mds USD

### ADP signe un protocole d'accord en vue de la modernisation et de la prise en gestion de l'aéroport de Santa Cruz.

En présence du Président Evo Morales, Groupe ADP a signé lundi 30 septembre un protocole d'accord avec la Ministre de la Planification et du Développement et le Ministre des Travaux Publics, formalisant l'attribution de l'appel d'offres lancé en début d'année pour « la construction, la gestion, la maintenance et le financement » du principal aéroport international de Bolivie, Viru-Viru, à Santa Cruz, capitale économique du pays. Les parties vont désormais négocier les paramètres de cette concession, dont la durée pourrait être de 30 ans et pour laquelle l'Etat attend au moins 280 MUSD d'investissement.

### YPFB (Bolivie) et MT Gas (Brésil) forment une entreprise binationale pour développer le secteur gazier au Mato Grosso.

La création de cette société vise à développer le marché du GLP, du gaz naturel et de l'urée boliviens dans cet État frontalier de la Bolivie, avant de poursuivre l'activité dans le reste du Brésil. Le Mato Grosso dispose déjà d'infrastructures pour recevoir le gaz bolivien, notamment un gazoduc d'une capacité de 4 M m<sup>3</sup>/j pouvant être élargie à 7 M m<sup>3</sup>/j selon le Gouverneur de l'État. La nouvelle entreprise prévoit par ailleurs la construction d'une usine de fertilisants sur place. Cette annonce se fait dans un contexte où la Bolivie tente de gagner des parts de marché au Brésil et participe notamment à un appel d'offres pour fournir 10 M m<sup>3</sup>/jour de gaz naturel à 5 entreprises de distribution au Brésil.

**Colombie****2018 – Population : 48 M****PIB : 337 Mds USD****Le peso atteint son plus bas historique face au dollar.**

La monnaie colombienne a atteint 3.504 COP pour un USD ce mercredi, dépassant ses précédents plus bas de 2016 (à 3.455 COP). Le peso a perdu 7,9% face à la monnaie américaine depuis le début de l'année (et 14,1% depuis son plus haut de l'année, à 3.070 COP pour un USD fin février). Il avait déjà perdu 8,8% face au billet vert en 2018.

**Le chômage atteint un plus haut (en moyenne annuelle) depuis mi-2012.**

Suite à la publication des chiffres du chômage d'août (10,8% de la population active), la moyenne mobile du chômage sur les douze derniers mois ressort à 10,4%, un record depuis juin 2012. Le Dane attribue cette hausse continue du chômage depuis un an à un décalage entre offre (de faible qualification) et demande (à plus haut contenu technologique sur la période récente) de main d'œuvre et à la réduction importante de l'informalité en milieu urbain, entraînant une rationalisation des effectifs dans les entreprises nouvellement formalisées ainsi qu'une hausse de la productivité individuelle. Dans ce contexte, le MEF a indiqué qu'il n'envisageait pas de procéder à une hausse du salaire minimum au-delà de l'inflation en 2020, après le large « coup de pouce » de 2019 (plus important écart positif entre hausse du salaire minimum et inflation depuis 1983).

**Le gouvernement s'appuie sur les cercles de réflexion pour préparer sa réforme des retraites.**

Alors que le gouvernement doit présenter sa réforme d'ici décembre, les principaux cercles de réflexion consultés affichent des propositions différentes. Pour l'ANIF, il convient de réduire la pension minimale (actuellement à un salaire minimum) et porter l'âge de la retraite à 62 ans pour les femmes (contre 57 actuellement) et 67 ans pour les hommes (contre 62). Pour Mercer, la priorité porte surtout sur un meilleur ciblage des minimums de retraite (Beps et Colombia Mayor). Fedesarollo recommande pour sa part de porter (tant pour les hommes que les femmes) l'âge de la retraite à 65 ans et de réduire les subventions aux ménages les plus aisés. Pour mémoire, le système actuel enregistre un déficit représentant 4,1% du PIB alors même que seul un retraité sur quatre touche une pension complète.

**Le secteur automobile s'attend à un recul de ses ventes en 2019, à l'exception notable de Renault.**

Alors que la fédération du secteur tablait en début d'année sur 260.000 véhicules vendus cette année (contre 257.000 en 2018), elle n'envisage plus désormais que 250.000 ventes sur l'année (185.000 véhicules vendus à fin septembre). Malgré ce recul du marché, Renault enregistre une croissance de ses ventes en g.a. de 19% sur les neuf premiers mois de l'année (pour 21,7% de part de marché), et creuse ainsi l'écart avec Chevrolet (-8,9%, à 17,8% de pdm) et Nissan (-2,6%, à 8,3% de pdm).

**Deux consortia restent en lice pour la 1<sup>e</sup> ligne du métro de Bogota.**

Sur les six groupements initialement autorisés par la municipalité à présenter leur proposition économique, deux offres ont été finalement déposées, en vue d'une adjudication effective prévue le 21 octobre. « Consorcio Metro de Bogota » est structuré autour de l'Espagnole FCC Concesiones de Infraestructura et de deux entreprises du Mexicain Carlos Slim (Carso Infraestructura y Construcción et Promotora de Desarrollo de América Latina), avec la participation d'Alstom et des métros de Barcelone et de Medellin. « APCA Transmimetro » est emmené par China Harbour Engineering et le métro de Xi'an.

**Equateur****2018 – Population : 17 M****PIB : 107 Mds USD****L'Equateur se retire de l'OPEP.**

Effective au 1<sup>er</sup> janvier 2020, cette décision répond essentiellement à des considérations de politique nationale, alors que le gouvernement compte sur l'accroissement de l'exploitation pétrolière et minière pour rééquilibrer les comptes publics (investissements directs étrangers et ressources fiscales).

**Le CIRDI contraint l'Equateur à indemniser Perenco à hauteur de 471 MUSD.**

Le CIRDI s'est prononcé le 27 septembre sur l'indemnité que l'Etat équatorien devra verser à Perenco qui s'élève finalement à 471 MUSD. En parallèle, la décision du CIRDI contraint Perenco à verser 61 MUSD à l'Etat équatorien au titre de dommages à l'environnement. Cette décision met un terme définitif à l'arbitrage qui opposait Perenco à l'Etat équatorien depuis 2009.

**Annnonce de mesures économiques.**

Le Président Moreno a annoncé la mise en place de réformes fiscales et à la loi du travail qui comprennent notamment l'élimination de la subvention au diesel et à l'essence (économie budgétaire de 1,3 Md USD), la mise en place d'une contribution spéciale pendant trois ans aux entreprises dont le chiffre d'affaires est supérieur à 10 MUSD (cette mesure rapportera 370 MUSD), une réduction de 20% des salaires des contractuels de la fonction publique (148 MUSD) et la non-reconduction de 12.000 contractuels (160 MUSD).

**Guyana****2018 – Population : 0,8 M****PIB : 3,6 Mds USD****La Banque centrale rejette le projet de rachat des activités de Nova Scotia par Republic Bank.**

La 3<sup>e</sup> banque canadienne avait signé en novembre dernier un accord avec la plus ancienne banque trinitadienne, en vue de lui céder ses activités dans neuf pays caribéens pour 123 MUSD. Si la banque centrale des Caraïbes orientales a validé début septembre cette opération dans la plupart des pays concernés, Antigua n'a pas encore donné son feu vert, tandis que la Banque centrale du Guyana a bloqué l'opération (avec le soutien du Ministère des finances), arguant d'un risque de concentration excessive. Nova Scotia a pris acte de cette décision, renonçant à vendre sa filiale guyanienne.

**Pérou****2018 – Population : 33 M****PIB : 229 Mds USD****Le Président dissout le Congrès, plongeant le pays dans une crise politique.**

Lundi 30 septembre, le Président Martin Vizcarra a annoncé la dissolution du Congrès, estimant que ce dernier avait rejeté la question de confiance posée par le Premier ministre au sujet du mode d'élection des magistrats du Tribunal Constitutionnel. La majorité parlementaire (opposée au Président et composée principalement de proches de Keiko Fujimori) a toutefois continué de siéger, votant une suspension du Président et investissant à sa place la Vice-Présidente Mercedes Aráoz (laquelle a prêté serment avant de démissionner 24h plus tard), deux décisions n'ayant *a priori* pas de valeur légale. Dès lundi soir, le journal officiel El Peruano confirmait la dissolution du Congrès et annonçait la convocation de nouvelles élections législatives pour fin janvier 2020, tandis que les principaux chefs militaires et de la police apportaient leur soutien au Président, dont le mandat expire en 2021. Suite à la chute du Gouvernement Del Solar lundi, le Chef de l'Etat a confié à l'ancien Ministre de la Justice Vicente Zevallos le poste de Premier ministre et le soin de constituer un nouveau Gouvernement, annoncé jeudi 3 octobre. Ce dernier exercera temporairement le pouvoir législatif et légifèrera par décrets d'urgence. Cette crise politique majeure n'a eu pour l'instant que peu de conséquences sur le plan économique, la Bourse de Lima et le PEN demeurant relativement stables.

**Rachat de Luz del Sur par un groupe chinois pour 3,6 Mds USD.**

L'Américain Sempra Energy a officialisé lundi 30 septembre la vente de ses actions à la société Yangtze Power, une filiale du groupe chinois China Three Gorges qui détiendra à l'avenir 83,6% du capital de Luz del Sur. Ce rachat devrait être effectif au 1<sup>er</sup> trimestre 2020. Société principalement connue en tant que distributeur d'électricité (4,9 M de clients à Lima soit la moitié de l'agglomération), Luz del Sur opère également la centrale hydroélectrique Santa Teresa à Cusco et dispose d'une participation dans la société de construction Tecsur, spécialisée dans les tours et installations électriques. La vente doit encore être ratifiée par les autorités péruviennes et des Bermudes ainsi que par les actionnaires de China Three Gorges.

**Venezuela****2018 – Population : 32 M****PIB : 96 Mds USD****La justice américaine autorise Crystallex à saisir les actifs de Citgo.**

La décision de la cour d'appel permet à l'entreprise minière de prendre le contrôle d'actifs de Citgo au titre de la compensation de 1,4 Md USD que devait verser l'Etat vénézuélien, conformément au verdict du tribunal d'arbitrage de la Banque mondiale (CIRDI). Toutefois, en raison des mesures restrictives américaines, l'exécution de cette procédure reste soumise à l'autorisation du Trésor américain. Pour Luisa Palacios, présidente de Citgo nommée par Juan Guaidó, un décret présidentiel américain est nécessaire pour protéger Citgo contre les créanciers des entités publiques vénézuéliennes.

**PDVSA enverra 3 millions de barils à Cuba.**

Selon la presse, PDVSA livrera à la raffinerie cubaine de Matanzas l'équivalent de 100.000 b/j durant le mois d'octobre. Les pétroliers de PDVSA, en majorité sous pavillon vénézuélien, achemineront des huiles lourdes (1,1 million de barils), du carburant (700.000 barils) et du brut *Merey 16*.

**Ricardo Hausmann démissionne de son poste de gouverneur du Venezuela à BID.**

L'économiste Ricardo Hausmann, nommé en mars dernier par Juan Guaidó, sera remplacé par Alejandro Plaz, président de la commission de développement depuis août 2019.

**L'Union européenne sanctionne sept membres des forces de sécurité.**

Les individus sanctionnés sont accusés d'actes de torture et de graves violations des Droits de l'homme. Au total, les sanctions individuelles européennes (gel des avoirs et interdiction de séjour) concernent 25 personnalités chavistes. A celles-ci s'ajoute l'embargo sur les armes et sur les équipements destinés à la répression interne.

**Dossier du mois****Evolution récente de l'environnement des affaires**

Les pays de la région continuent d'afficher des classements mitigés en matière d'environnement des affaires (à l'image du reste du continent). Les critères les plus négatifs concernent notamment l'environnement judiciaire (indépendance de la justice, stabilité du droit...) avec, en lien, la question de la corruption. Des réformes ont cependant été entreprises dans les années récentes afin d'améliorer cet environnement des affaires.

Le **Bolivie** est régulièrement critiquée pour ses discriminations dans l'accès aux marchés publics pour les entreprises étrangères ou des barrières douanières non-tarifaires. La nouvelle loi sur les Alliances Stratégiques réhabilite cependant le principe des PPP, avec une première application attendue pour la mise en concession de l'aéroport de Santa Cruz.

La **Colombie**, qui affichait jusqu'à fin 2018 le taux d'IS le plus élevé de l'OCDE, a entrepris avec la loi de financement 2019-2022 de rééquilibrer la charge entre entreprises (baisse progressive de l'IS de 34 à 30%) et ménages (taux marginal maximal porté à 39%).

En **Equateur**, le gouvernement de Lenin Moreno a souhaité développer les projets sous forme de partenariats public-privé. Néanmoins des difficultés dans la conception des projets et liées au cadre institutionnel (cadre de règlement des différends pas adapté, faibles capacités techniques et institutionnelles de l'Etat et des collectivités locales, absence de financement public...) ont été identifiées.

Le **Guyana** voit son environnement des affaires notamment contraint par la petite taille de son marché et la fuite des talents, qui affecte tant l'administration que le secteur privé. Le réseau électrique, en cours de renforcement, constitue également une faiblesse historique.

Le **Pérou**, particulièrement affecté par le scandale Odebrecht, a réagi avec un agenda anticorruption renforcé mais aussi une paralysie de la décision publique (report de nombreux projets notamment en PPP). Cette situation entraîne la multiplication des cas d'arbitrage et de procès, susceptible d'affecter l'image du pays, malgré des finances publiques rassurantes. La faiblesse des capacités de certaines administrations tend par ailleurs à allonger les délais d'instruction de certains dossiers d'affaires.

Le **Suriname** est historiquement confronté à un important secteur informel (notamment s'agissant du secteur du commerce, représentant un tiers du PIB) ainsi qu'à des lourdeurs en matière de marché du travail. Le cadre monétaire, affecté par la crise de 2015-2016, tend à s'améliorer, sous l'égide du FMI.

Au **Venezuela**, un assouplissement des opérations de change est intervenu en mai 2019 mais le cadre des affaires reste affecté par le durcissement du crédit (124e rang DB), les lourdeurs fiscales (189e), la dégradation des services publics (communication et électricité) et les sanctions américaines. Malgré le net renchérissement des prix libellés en devises, la forte dépréciation de la monnaie nationale et la rigidité des coûts salariaux contribuent à la compétitivité-prix des entreprises exportatrices non pétrolières.

Pays	Doing Business		Compétitivité WEF		Compétitivité IMD		Coface Risque impayés (2T19)
	Rang 2019 (/190)	Rang 2018 (/190)	Rang 2019 (/140)	Rang 2018 (/137)	Rang 2019 (/63)	Rang 2018 (/63)	
Bolivie	156	152	105	N.D.	N.D.	N.D.	C
Colombie	65	59	60	66	52	58	A4
Equateur	123	118	86	97	N.D.	N.D.	C
Guyana	134	126	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	D
Pérou	68	58	63	72	55	54	A4
Suriname	165	165	N.D.	N.D.	N.D.	N.D.	D
Venezuela	188	188	127	127	63	63	E
<i>Argentine</i>	<i>119</i>	<i>117</i>	<i>81</i>	<i>92</i>	<i>61</i>	<i>56</i>	<i>C</i>
<i>Brésil</i>	<i>109</i>	<i>125</i>	<i>72</i>	<i>80</i>	<i>59</i>	<i>60</i>	<i>B</i>
<i>Chili</i>	<i>56</i>	<i>55</i>	<i>33</i>	<i>33</i>	<i>42</i>	<i>35</i>	<i>A3</i>
<i>Mexique</i>	<i>54</i>	<i>49</i>	<i>46</i>	<i>51</i>	<i>50</i>	<i>51</i>	<i>B</i>

Note : risques Coface : A3 : satisfaisant ; A4 : convenable ; B : assez élevé ; C : élevé ; D : très élevé ; E : extrême

## Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Bogota (adresser les demandes à [christine.besnard-loporto@dgtresor.gouv.fr](mailto:christine.besnard-loporto@dgtresor.gouv.fr)).

## Service économique régional

Adresse : Carrera 11 No. 93-12  
Bogota - COLOMBIE

## Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Rédigé par : les Services économiques Amérique andine

Revu par : Julien BUISSART

Version du 3 octobre 2019